

LA PROCEDURE PARTICIPATIVE
TEXTES
Articles 2062 à 2068 Code Civil
Articles 1542 à 1967 Code Procédure Civile

CODE CIVIL
Articles 2062 à 2068

Titre XVII : De la convention de procédure participative

Article 2062 Modifié par LOI n°2016-1547 du 18 novembre 2016 - art. 9

La convention de procédure participative est une convention par laquelle les parties à un différend s'engagent à **œuvrer conjointement et de bonne foi à la résolution amiable** de leur différend ou à la mise en état de leur litige.

Cette convention est conclue pour une **durée déterminée**.

Article 2063 Modifié par LOI n°2016-1547 du 18 novembre 2016 - art. 9

La convention de procédure participative est, à peine de nullité, contenue dans un **écrit** qui précise :

1° Son **terme** ;

2° **L'objet** du différend ;

3° Les **pièces et informations nécessaires** à la résolution du différend ou à la mise en état du litige et les **modalités de leur échange** .

4° Le cas échéant, les **actes contresignés par avocats** que les parties s'accordent à établir, dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

Article 2064 Modifié par LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 258

Toute personne, **assistée de son avocat**, peut conclure une convention de procédure participative sur les droits dont elle a la libre disposition, sous réserve des dispositions de l'article 2067.

Article 2065 Modifié par LOI n°2016-1547 du 18 novembre 2016 - art. 9

Tant qu'elle est en cours, la convention de procédure participative conclue **avant la saisine d'un juge** rend **irrecevable tout recours au juge** pour qu'il statue sur le litige. Toutefois, l'inexécution de la convention par l'une des parties autorise une autre partie à saisir le juge pour qu'il statue sur le litige.

En cas d'urgence, la convention ne fait pas obstacle à ce que des mesures provisoires ou conservatoires soient demandées par les parties.

Article 2066 Modifié par LOI n°2016-1547 du 18 novembre 2016 - art. 9

Les parties qui, au terme de la convention de procédure participative, parviennent à un accord réglant en tout ou partie leur différend peuvent soumettre cet **accord à l'homologation** du juge.

Lorsque, faute de parvenir à un accord au terme de la convention conclue avant la saisine d'un juge, les parties soumettent leur litige au juge, elles sont dispensées de la conciliation ou de la médiation préalable le cas échéant prévue.

Le deuxième alinéa n'est pas applicable aux litiges en matière prud'homale.

Article 2067 Modifié par LOI n°2010-1609 du 22 décembre 2010 - art. 37

Une convention de procédure participative peut être conclue par des époux en vue de rechercher une solution consensuelle en matière de divorce ou de séparation de corps.

L'article 2066 n'est pas applicable en la matière. La demande en divorce ou en séparation de corps présentée à la suite d'une convention de procédure participative est formée et jugée suivant les règles prévues au titre VI du livre 1er relatif au divorce.

Article 2068 Modifié par LOI n°2010-1609 du 22 décembre 2010 - art. 37

La procédure participative est régie par le code de procédure civile.

NOTA : LOI n° 2010-1609 du 22 décembre 2010 art 43 : les dispositions de l'article 2068 du code civil entrent en vigueur dans les conditions fixées par le décret modifiant le code de procédure civile nécessaire à leur application et au plus tard le 1er septembre 2011.

CODE DE PROCEDURE CIVILE

Articles 1542 à 1967

Titre II : La procédure participative

Article 1542 Créé par Décret n°2012-66 du 20 janvier 2012 - art. 2

La procédure participative prévue aux articles 2062 à 2067 du code civil est régie par les dispositions du présent titre.

Article 1543 Modifié par Décret n°2019-1333 du 11 décembre 2019 - art. 13

Elle se déroule selon une procédure conventionnelle de recherche d'un accord, suivie, le cas échéant, par une procédure aux fins de jugement.

Elle peut aussi se dérouler dans le cadre de l'instance, aux fins de mise en état devant toute juridiction de l'ordre judiciaire, quelle que soit la procédure suivie.

NOTA : Conformément au I de l'article 55 du décret n° 2019-1333 du 11 décembre 2019, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2020. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date.

Chapitre Ier : La procédure conventionnelle

Section I : La convention

Sous-section 1 : Dispositions générales

Article 1544 Modifié par Décret n°2017-892 du 6 mai 2017 - art. 26

Les parties, assistées de leurs avocats, œuvrent conjointement, dans les conditions fixées par convention, à un accord mettant un terme au différend qui les oppose ou à la mise en état de leur litige.

Article 1545 Modifié par Décret n°2019-1333 du 11 décembre 2019 - art. 13

Outre les mentions prévues à l'article 2063 du code civil, la convention de procédure participative mentionne les noms, prénoms et adresses des parties et de leurs avocats.

La communication des prétentions et des moyens en fait et en droit, des pièces et informations entre les parties se fait par l'intermédiaire de leurs avocats selon les modalités prévues par la convention ; ceux-ci les portent à la connaissance des intéressés par tous moyens appropriés. Un bordereau est établi lorsqu'une pièce est communiquée.

La convention fixe également la répartition des frais entre les parties sous réserve des dispositions de l'article 123-2 du décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 lorsque l'une des parties bénéficie de l'aide juridictionnelle. A défaut de précision dans la convention, les frais de la procédure participative sont partagés entre les parties à parts égales.

NOTA : Conformément au I de l'article 55 du décret n° 2019-1333 du 11 décembre 2019, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2020. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date.

Article 1546

La convention de procédure participative est modifiée dans les mêmes formes que celles prévues pour son établissement.

Sous-section 2 : Dispositions relatives à la procédure participative aux fins de mise en état

Article 1546-1 Modifié par Décret n°2019-1333 du 11 décembre 2019 - art. 13

Les parties peuvent conclure une convention de procédure participative aux fins de mise en état **à tout moment de l'instance.**

Lorsque les parties et leurs avocats justifient avoir conclu une convention de procédure participative aux fins de mise en état, **le juge peut :**

- **à leur demande, fixer la date de l'audience de clôture de l'instruction et la date de l'audience de plaidoiries.** Il renvoie l'examen de l'affaire à la première audience précitée.
- A défaut de demande en ce sens, le juge ordonne le **retrait du rôle.**

La signature d'une convention de procédure participative aux fins de mise en état vaut renonciation de chaque partie à se prévaloir d'une fin de non-recevoir, de toute exception de procédure et des dispositions de l'article 47 du présent code, à l'exception de celles qui surviennent ou sont révélées postérieurement à la signature de la convention de procédure participative.

NOTA :

Conformément au I de l'article 55 du décret n° 2019-1333 du 11 décembre 2019, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2020. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date.

Article 1546-2 Créé par Décret n°2017-892 du 6 mai 2017 - art. 26 - Modifié par Décret n°2017-892 du 6 mai 2017 - art. 27

Devant la cour d'appel, **l'information** donnée au juge de la conclusion d'une convention de procédure participative entre toutes les parties à l'instance d'appel **interrompt les délais impartis pour conclure et former appel incident** mentionnés aux articles 905-2 et 908 à 910. L'interruption de ces délais produit ses effets **jusqu'à l'information donnée au juge de l'extinction** de la procédure participative.

NOTA : Conformément aux dispositions du IV de l'article 70 du décret n° 2017-892 du 6 mai 2017, ces dispositions sont applicables à compter du 1er septembre 2017.

Section 1 bis : Les actes contresignés par avocats

Article 1546-3 Modifié par Décret n°2019-1333 du 11 décembre 2019 - art. 13

L'acte de procédure contresigné par avocat est établi conjointement par les avocats des parties à un litige ayant ou non donné lieu à la saisine d'une juridiction, en dehors ou dans le cadre d'une procédure participative.

Par actes contresignés par avocats précisés dans la convention de procédure participative, les parties peuvent notamment :

- 1° **Enumérer les faits ou les pièces** qui ne l'auraient pas été dans la convention, sur **l'existence, le contenu ou l'interprétation** desquels les parties s'accordent ;
- 2° **Déterminer les points de droit** auxquels elles entendent limiter le débat, dès lors qu'ils portent sur des droits dont elles ont la libre disposition ;
- 3° Convenir des **modalités de communication de leurs écritures** ;
- 4° **Recourir à un technicien** selon les modalités des articles 1547 à 1554 ;
- 5° **Désigner un conciliateur de justice ou un médiateur** ayant pour mission de concourir à la résolution du litige. L'acte fixe la mission de la personne désignée, le cas échéant, le montant de sa rémunération et ses modalités de paiement ;
- 6° **Consigner les auditions des parties**, entendues successivement en présence de leurs conseils, comportant leur présentation du litige, leurs prétentions, les questions de leurs avocats ainsi que leurs réponses et les observations qu'elles souhaitent présenter ;
- 7° **Consigner les déclarations de toute personne acceptant de fournir son témoignage** sur les faits auxquels il a assisté ou qu'il a personnellement constatés, recueillies ensemble par les avocats, spontanément ou sur leur interrogation. L'acte contient les mentions prévues au deuxième alinéa de l'article 202. Le témoin fait précéder sa signature de la mention prévue au troisième alinéa du même article ;
- 8° **Consigner les constatations ou avis donnés par un technicien** recueillies ensemble par les avocats.

NOTA : Conformément au I de l'article 55 du décret n° 2019-1333 du 11 décembre 2019, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2020. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date.

Section 2 : Le recours à un technicien

Article 1547 Créé par Décret n°2012-66 du 20 janvier 2012 - art. 2

Lorsque les parties envisagent de recourir à un technicien, elles le choisissent d'un commun accord et déterminent sa mission.

Le technicien est rémunéré par les parties, selon les modalités convenues entre eux.

Article 1548 Créé par Décret n°2012-66 du 20 janvier 2012 - art. 2

Il appartient au technicien, avant d'accepter sa mission, de révéler toute circonstance susceptible d'affecter son indépendance afin que les parties en tirent les conséquences qu'elles estiment utiles.

Article 1549 Créé par Décret n°2012-66 du 20 janvier 2012 - art. 2

Le technicien commence ses opérations dès que les parties et lui-même se sont accordés sur les termes de leur contrat.

Il accomplit sa mission avec conscience, diligence et impartialité, dans le respect du principe du contradictoire.

Il ne peut être révoqué que du consentement unanime des parties.

Article 1550 Créé par Décret n°2012-66 du 20 janvier 2012 - art. 2

A la demande du technicien ou après avoir recueilli ses observations, les parties peuvent modifier la mission qui lui a été confiée ou confier une mission complémentaire à un autre technicien.

Article 1551 Créé par Décret n°2012-66 du 20 janvier 2012 - art. 2

Les parties communiquent au technicien les documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Lorsque l'inertie d'une partie empêche le technicien de mener à bien sa mission, il convoque l'ensemble des parties en leur indiquant les diligences qu'il estime nécessaires. Si la partie ne défère pas à sa demande, le technicien poursuit sa mission à partir des éléments dont il dispose.

Article 1552 Créé par Décret n°2012-66 du 20 janvier 2012 - art. 2

Tout tiers intéressé peut, avec l'accord des parties et du technicien, intervenir aux opérations menées par celui-ci. Le technicien l'informe qu'elles lui sont alors opposables.

Article 1553 Créé par Décret n°2012-66 du 20 janvier 2012 - art. 2

Le technicien joint à son rapport, si les parties et, le cas échéant, le tiers intervenant le demandent, leurs observations ou réclamations écrites.

Il fait mention dans celui-ci des suites données à ces observations ou réclamations.

Article 1554 Créé par Décret n°2012-66 du 20 janvier 2012 - art. 2

A l'issue des opérations, le technicien remet un rapport écrit aux parties, et, le cas échéant, au tiers intervenant.

Ce rapport peut être produit en justice.

Section 3 : L'issue de la procédure

Article 1555 Modifié par Décret n°2019-1333 du 11 décembre 2019 - art. 13

La procédure participative s'éteint par :

- 1° **L'arrivée du terme** de la convention de procédure participative ;
- 2° La **résiliation anticipée et par écrit** de cette convention par les parties assistées de leurs avocats ;
- 3° La **conclusion d'un accord** mettant fin en totalité au différend ou au litige ou l'établissement d'un acte constatant la persistance de tout ou partie de celui-ci ;
- 4° L'**inexécution par l'une des parties**, de la convention ;
- 5° La **saisine du juge**, dans le cadre d'une procédure participative aux fins de mise en état, aux fins de statuer sur un incident, sauf si la saisine émane de l'ensemble des parties.

NOTA : Conformément au I de l'article 55 du décret n° 2019-1333 du 11 décembre 2019, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2020. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date.

Article 1555-1 Créé par Décret n°2019-1333 du 11 décembre 2019 - art. 13

Lorsqu'un accord au moins partiel a pu être conclu, il est constaté dans un **acte sous signature privée** établi dans les conditions prévues à l'**article 1374 du code civil**. Il énonce de manière détaillée les éléments ayant permis la conclusion de cet accord.

Lorsque la convention de procédure participative a été conclue aux fins de mise en état, l'accord mentionné au premier alinéa est adressé à la juridiction au plus tard à la date de l'audience à laquelle l'instruction sera clôturée.

Lorsque la convention de procédure participative est conclue dans le cadre d'une procédure sans mise en état, l'accord mentionné au premier alinéa est adressé à la juridiction au plus tard le jour de l'audience.

NOTA : Conformément au I de l'article 55 du décret n° 2019-1333 du 11 décembre 2019, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2020. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date.

Chapitre II : La procédure aux fins de jugement

Article 1556 Modifié par Décret n°2017-892 du 6 mai 2017 - art. 26

A l'issue de la procédure conventionnelle et exception faite des demandes en divorce ou en séparation de corps sur lesquelles il est statué conformément aux dispositions de la section II du chapitre V du titre Ier du livre III, le juge peut :

- être saisi de l'affaire
- ou celle-ci être rétablie à la demande d'une des parties, selon le cas,

pour :

- homologuer l'accord des parties mettant fin en totalité au différend ou au litige,
- homologuer un accord partiel des parties et statuer sur la partie du litige persistant ou
- statuer sur l'entier litige.

La demande faite au juge par une partie, en application du premier alinéa de l'article 2065 du code civil, pour qu'il statue sur le litige avant le terme de la convention, du fait de son inexécution par l'autre partie, est formée, instruite et jugée conformément aux règles de procédure applicables devant ce juge.

Sous-section 1 : La procédure d'homologation d'un accord mettant fin à l'entier différend

Article 1557

La demande tendant à l'homologation de l'accord des parties établi conformément à l'article 1555 est présentée au juge par **requête de la partie la plus diligente ou de l'ensemble des parties**.

A peine d'irrecevabilité, la requête est accompagnée de la convention de procédure participative.

Lorsque l'accord concerne un mineur capable de discernement, notamment lorsqu'il porte sur les modalités de l'exercice de l'autorité parentale, la requête mentionne les

conditions dans lesquelles le mineur a été informé de son droit à être entendu par le juge ou la personne désignée par lui et à être assisté par un avocat.

Paragraphe 1 : Dispositions communes

Article 1558

Sous réserve des dispositions du troisième alinéa de l'article 2066 du code civil , lorsque les règles de procédure applicables devant le juge saisi aux fins de statuer sur tout ou partie du litige sur le fondement du paragraphe 2 ou 3 prévoient une tentative préalable de conciliation ou de médiation, **l'affaire est directement appelée à une audience pour y être jugée.**

Article 1559 Modifié par Décret n°2019-966 du 18 septembre 2019 - art. 8

Devant le tribunal judiciaire et à moins que l'entier différend n'ait été soumis à la procédure de droit commun, **l'affaire est directement appelée à une audience de jugement de la formation à laquelle elle a été distribuée.**

L'affaire ne peut être renvoyée devant le juge de la mise en état que dans les cas prévus au deuxième et au troisième alinéa de l'article 1561.

NOTA : Conformément à l'article 9 du décret n° 2019-966 du 18 septembre 2019, les présentes dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2020.

Paragraphe 2 : La procédure d'homologation d'un accord partiel et de jugement du différend résiduel

Article 1560 Modifié par Décret n°2019-1333 du 11 décembre 2019 - art. 13

Lorsque les parties ne sont parvenues qu'à un accord partiel et à moins qu'elles ne demandent que son homologation conformément à l'article 1557, elles peuvent saisir le juge à l'effet qu'il statue sur le différend résiduel :

- soit conformément aux règles régissant la procédure applicable devant lui,
- soit par une **requête conjointe** signée par les avocats les ayant assistées au cours de la procédure participative dans les conditions prévues par le présent paragraphe.

Cette requête contient, à peine d'irrecevabilité que le juge peut soulever d'office, outre les mentions prévues par l'article 57 :

- les **points faisant l'objet d'un accord** entre les parties, dont elles peuvent demander au juge l'homologation dans la même requête ;
- les **prétentions respectives des parties** relativement aux points sur lesquels elles restent en litige, accompagnées des moyens de fait et de droit sur lesquels chacune de ces prétentions est fondée, avec l'indication pour chaque prétention des pièces invoquées.

Sous la même sanction, cette requête est accompagnée de la convention de procédure participative, des pièces prévues à l'article 2063 du code civil, le cas échéant, du rapport du technicien, ainsi que des pièces communiquées au cours de la procédure conventionnelle.

NOTA : Conformément au I de l'article 55 du décret n° 2019-1333 du 11 décembre 2019, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2020. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date.

Article 1561

L'objet du litige est déterminé par les prétentions respectives des parties telles que formulées dans la requête prévue à l'article 1560.

Les parties ne peuvent modifier leurs prétentions, si ce n'est pour actualiser le montant d'une demande relative à une créance à exécution successive, opposer un paiement ou une compensation ultérieure ou faire juger les questions nées de l'intervention d'un tiers ou de la survenance ou de la révélation d'un fait postérieur à l'établissement de l'accord.

Les parties ne peuvent modifier le fondement juridique de leur demande ou soulever de nouveaux moyens qu'en vue de répondre à l'invitation du juge de fournir les explications de fait ou de droit qu'il estime nécessaires à la solution du litige.

Paragraphe 3 : La procédure de jugement de l'entier différend

Article 1562

Lorsque le différend persiste en totalité, le juge peut en connaître :

- soit conformément aux **règles régissant la procédure applicable** devant lui ;
- soit selon les modalités prévues au paragraphe 2 ;
- soit sur **requête unilatérale** sur laquelle il statue suivant les règles applicables devant lui sous réserve des dispositions du présent paragraphe.

Article 1563 Modifié par Décret n°2019-966 du 18 septembre 2019 - art. 8

La requête est déposée au greffe par l'avocat de la partie la plus diligente. A peine d'irrecevabilité, elle est **présentée dans un délai de trois mois suivant le terme** de la convention de procédure participative.

Outre les mentions prescrites, à peine de nullité, par l'article 58, la requête contient un exposé des moyens de fait et de droit et est accompagnée de la liste des pièces mentionnées au troisième alinéa de l'article 1560.

L'avocat qui procède au dépôt en **informe la partie adverse elle-même ainsi que l'avocat l'ayant assisté au cours de la procédure conventionnelle, selon le cas, par notification ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.**

Devant le tribunal judiciaire, le dépôt de cet acte au greffe contient constitution de l'avocat.

NOTA : Conformément à l'article 9 du décret n° 2019-966 du 18 septembre 2019, les présentes dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2020.

Article 1564 Modifié par Décret n°2019-966 du 18 septembre 2019 - art. 8

Lorsque la requête a été déposée au greffe du tribunal judiciaire, la notification mentionnée au troisième alinéa de l'article 1563 indique que la partie adverse doit **constituer avocat dans un délai de quinze jours suivant cette notification.**

Dans les autres cas, l'avocat du requérant est informé par le greffe, dès remise de la requête, de la date de la première audience utile à laquelle l'affaire sera appelée. Cette date est portée à la connaissance de la partie adverse dans la notification prévue au troisième alinéa de l'article 1563.

NOTA : Conformément à l'article 9 du décret n° 2019-966 du 18 septembre 2019, les présentes dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2020.

Section 2 : La procédure de jugement après mise en état conventionnelle du litige

Article 1564-1 Modifié par Décret n°2019-1333 du 11 décembre 2019 - art. 13

L'affaire est rétablie à la demande de l'une des parties afin que le juge, selon le cas homologue l'accord et statue sur la partie du litige persistant ou statue sur l'entier litige après avoir, le cas échéant, mis l'affaire en état d'être jugée.

La demande de rétablissement est accompagnée de la convention de procédure participative conclue entre les parties, des pièces prévues à l'article 2063 du code civil, le cas échéant, du rapport du technicien, ainsi que des pièces communiquées au cours de la procédure conventionnelle.

NOTA : Conformément au I de l'article 55 du décret n° 2019-1333 du 11 décembre 2019, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2020. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date.

Article 1564-2 Modifié par Décret n°2019-1333 du 11 décembre 2019 - art. 13

Sous réserve des dispositions de l'article 2067 du code civil, lorsque la mise en état a permis de parvenir à un **accord total sur le fond du litige**, la demande tendant à **l'homologation** de l'accord des parties établi conformément aux dispositions de l'article 1555-1, est présentée au juge par la **partie la plus diligente ou l'ensemble des parties**.

Lorsque l'accord concerne un mineur capable de discernement, notamment lorsqu'il porte sur les modalités de l'exercice de l'autorité parentale, la demande mentionne les conditions dans lesquelles le mineur a été informé de son droit à être entendu par le juge ou la personne désignée par lui et à être assisté par un avocat.

NOTA : Conformément au I de l'article 55 du décret n° 2019-1333 du 11 décembre 2019, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2020. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date.

Article 1564-3 Modifié par Décret n°2019-1333 du 11 décembre 2019 - art. 13

Lorsque la phase conventionnelle a permis de mettre l'affaire en état d'être jugée et de conclure un **accord partiel sur le fond du litige**, la demande de rétablissement est accompagnée d'un **acte d'avocats** établi dans les conditions prévues à l'article 1374 du code civil, formalisant les points faisant l'objet d'un accord entre les parties, ainsi que les prétentions respectives des parties relativement aux points sur lesquels elles restent en litige, accompagnées des moyens en fait et en droit sur lesquels chacune de ces prétentions est fondée, avec l'indication pour chaque prétention des pièces invoquées.

NOTA : Conformément au I de l'article 55 du décret n° 2019-1333 du 11 décembre 2019, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2020. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date.

Article 1564-4 Modifié par Décret n°2019-1333 du 11 décembre 2019 - art. 13

Lorsque la phase conventionnelle a permis de mettre l'affaire en état d'être jugée mais que le **litige persiste en totalité sur le fond**, la demande de rétablissement est accompagnée d'un acte d'avocats établi dans les conditions prévues à l'article 1374 du

code civil, formalisant les prétentions respectives des parties, accompagnées des moyens en fait et en droit, avec l'indication pour chaque prétention des pièces invoquées.

NOTA : Conformément au I de l'article 55 du décret n° 2019-1333 du 11 décembre 2019, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2020. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date.

Article 1564-5 Créé par Décret n°2019-1333 du 11 décembre 2019 - art. 13

Lorsque la phase conventionnelle n'a **pas permis de mettre l'affaire en état d'être jugée**, en tout ou partie, **l'affaire est rétablie à la demande de la partie la plus diligente**, pour être mise en état, conformément aux règles de procédure applicables devant le juge de la mise en état.

NOTA : Conformément au I de l'article 55 du décret n° 2019-1333 du 11 décembre 2019, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2020. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date.

Article 1564-6 Créé par Décret n°2019-1333 du 11 décembre 2019 - art. 13

Lorsque le juge est saisi sur le fondement des dispositions des articles 1564-3 et 1564-4, **l'affaire est fixée à bref délai**.

NOTA : Conformément au I de l'article 55 du décret n° 2019-1333 du 11 décembre 2019, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2020. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date.

Article 1564-7 Créé par Décret n°2019-1333 du 11 décembre 2019 - art. 13

Lorsque l'examen de l'affaire a été renvoyé à l'audience de clôture de l'instruction en application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 1546-1, les actes et pièces mentionnés aux articles 1564-1, 1564-3 et 1564-4 sont communiqués au juge de la mise en état au plus tard à la date de cette audience.

NOTA : Conformément au I de l'article 55 du décret n° 2019-1333 du 11 décembre 2019, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2020. Elles sont applicables aux instances en cours à cette date.

Titre III : Dispositions communes

Article 1565 Créé par Décret n°2012-66 du 20 janvier 2012 - art. 2

L'accord auquel sont parvenues les parties à une médiation, une conciliation ou une procédure participative peut être soumis, aux fins de le rendre exécutoire, à **l'homologation du juge** compétent pour connaître du contentieux dans la matière considérée.

Le juge à qui est soumis l'accord ne peut en modifier les termes.

Article 1566 Créé par Décret n°2012-66 du 20 janvier 2012 - art. 2

Le juge **statue sur la requête qui lui est présentée sans débat**, à moins qu'il n'estime nécessaire d'entendre les parties.

S'il est fait droit à la requête, tout intéressé peut en **référer au juge** qui a rendu la décision.

La décision qui refuse d'homologuer l'accord peut faire l'objet d'un **appel**. Cet appel est formé par déclaration au greffe de la cour d'appel. Il est jugé selon la procédure gracieuse.

Article 1567 Modifié par Décret n°2013-1280 du 29 décembre 2013 - art. 3

Les dispositions des articles 1565 et 1566 sont applicables à la **transaction** conclue sans qu'il ait été recouru à une médiation, une conciliation ou une procédure participative. Le juge est alors saisi par la partie la plus diligente ou l'ensemble des parties à la transaction.